

Marylise Lebranchu : « Dire que le statut des fonctionnaires est dépassé, c'est démagogue »

Social. Alors que les syndicats ont rejeté le projet de revalorisation des salaires, la ministre de la Fonction publique remet en place Emmanuel Macron, dont les déclarations chocs n'ont pas mis « d'huile dans les rouages ».

Propos recueillis par catherine Gasté | 30 Sept. 2015, 08h00 | MAJ : 30 Sept. 2015, 08h02



EXCLUSIF

Paris, hier. Marylise Lebranchu estime qu'elle n'a « jamais été lâchée ni par Jean-Marc Ayrault ni par Manuel Valls », **(LP/Philippe de Poulpiquet.)**

Coup dur pour l'exécutif. A la veille de la présentation du budget 2016 qui fixe, ministère par ministère, les dépenses de l'Etat, et donc ses effectifs, la CGT (<http://actualites.leparisien.fr/cgt.html>) a refusé hier de signer le projet de revalorisation de la grille salariale de 5,4 millions d'agents dans les trois fonctions publiques (<http://www.leparisien.fr/economie/fonctionnaires-marylise-lebranchu-veut-une-refonte-des-grilles-de-remuneration-16-06-2015-4866243.php>) (Etat, hôpitaux et collectivités locales).

Avant elle, FO et Solidaires avaient déjà dit niet au gouvernement (<http://actualites.leparisien.fr/gouvernement.html>). Celui-ci est donc confronté au refus de trois organisations pesant plus de 50 % des voix dans le public. Que va faire l'Etat ? Enterrer ses propositions faute d'un accord majoritaire ou les maintenir malgré tout ? Aujourd'hui, Manuel Valls (<http://pratique.leparisien.fr/biographies/biographies-personnalites-politiques/hommes-politiques/manuel-valls-1400002232>) devrait s'exprimer sur ce sujet brûlant à l'approche des élections régionales. La ministre de la Fonction publique explique son incompréhension et répond à son collègue Emmanuel Macron qui, il y a quelques jours, a mis de l'huile sur le feu avec ses propos sur le statut des fonctionnaires.

Après FO, la CGT a dit non hier aux propositions du gouvernement sur les salaires des fonctionnaires. Que va-t-il rester de cet accord ?

MARYLISE LEBRANCU. L'enterrement de cet accord serait une catastrophe pour les fonctionnaires. Le gouvernement va décider dans les prochains jours de ce qu'il va faire. Ce texte apporte des avancées et permet de revoir les carrières des agents dans le bon sens. C'est d'ailleurs ce qui est ressorti tout au long des échanges qu'on a pu avoir, y compris avec les représentants de la CGT de la fonction publique.

Vous proposiez notamment entre 31 et 74 EUR d'augmentation par mois pour 5 millions d'agents...

Oui, de façon progressive sur quatre

ans. Au total, une augmentation en début de carrière de 500 EUR brut annuels pour les catégories C, 950 EUR pour les catégories B et 1 900 EUR pour les A. Certaines organisations les ont jugées trop basses, mais nous proposons de vraies

augmentations. Sans compter les décisions en faveur des futurs retraités, qui vont partir à la retraite en 2017-2018-2019. Pour eux, il est prévu une meilleure prise en compte des primes indiciaires dans les calculs. Tout cela est positif.

La CGT comme FO estiment ne pas avoir été entendus sur le dégel du point d'indice...

Dans cet accord, j'ai fait le choix de rendre les carrières des agents plus attractives, plus justes, et je me suis aussi engagée à ouvrir des discussions sur le point d'indice pour le premier trimestre 2016. Je comprends les attentes sur le point d'indice, mais le dégel du point d'indice ne profite pas à la grande majorité des fonctionnaires. Augmenter d'un cran le point, soit une dépense de 1,5 MdEUR pour l'Etat, représente une hausse de 14 EUR sur le revenu mensuel d'un agent en catégorie C, 15 EUR pour les B et 16 EUR pour les A. Ce système avantage les plus gros salaires.

Allez-vous rouvrir la négociation ?

Cela n'est pas possible. Et jamais on ne pourra répondre aux exigences de FO par exemple, qui exigeait une hausse de 8 points de l'indice. On ne peut pas demander à l'ensemble de la population française de comprendre la nécessité de la baisse des dépenses publique et lâcher l'équivalent de 12 MdsEUR pour augmenter les fonctionnaires. Cela n'a pas de sens.

Les déclarations d'Emmanuel Macron ont-elles mis de l'huile sur le feu ?

Les questionnements des derniers jours n'ont pas mis de l'huile dans les rouages ! On a le droit à tous les débats, sauf que, quand Macron parle de faire tomber des totems, des tabous, sans préciser ce qu'il veut mettre à la place (<http://www.leparisien.fr/espace-premium/actu/macron-s-en-prend-au-statut-des-fonctionnaires-19-09-2015-5106289.php>)... cela peut créer des incompréhensions. Certains responsables syndicaux me l'ont dit. Donner le sentiment qu'on pourrait s'en prendre aux fonctionnaires n'arrange pas les choses. (<http://www.leparisien.fr/politique/statut-des-fonctionnaires-cible-des-frondeurs-macron-tente-de-clore-la-polemique-19-09-2015-5107981.php>) Je comprends que les gens se posent des questions. C'est très troublant. Le président de la République et le Premier ministre ont rappelé leur attachement et celui des Français aux fonctionnaires. C'est ce qu'il faut retenir.

Après la charge sur les 35 heures, les fonctionnaires, maintenant les élus... devrait-il démissionner, comme Chevènement en son temps ?

Emmanuel Macron n'est pas en désaccord avec le gouvernement. Le cas n'est pas le même. Mais s'il veut, on peut échanger nos ministères !

Vous sentez-vous soutenue au gouvernement ?

Oui. Ce qui m'importe, c'est la parole des Premiers ministres. Je n'ai jamais été lâchée ni par Jean-Marc Ayrault ni par Manuel Valls. J'ai toujours été soutenue par le président de la République.

Craignez-vous une mobilisation des fonctionnaires dans la rue ou même dans les urnes ?

Il faut qu'on soit très vigilant. La tentation de l'extrême droite est grande. Tous ces gens qui sont indispensables à la nation peuvent être fatigués de se sentir dénigrés. Lorsque vous êtes en permanence montré du doigt, alors que votre travail est difficile, arrive un moment où vous vous dites : « Trop c'est trop ! ».

Notre rôle est de dire la vérité aux Français, être précis : il y a beaucoup trop de clichés et de démagogie sur les fonctionnaires. Dire aujourd'hui que l'on peut réduire encore et encore la part des dépenses publiques de l'Etat, que le statut des fonctionnaires est dépassé et doit changer, c'est faire de la démagogie. Aucun politique de droite ou de gauche ne le fera !

> Venez débattre et poser vos questions sur nos forums ! (<http://forum.leparisien.fr/>)

Le Parisien

Voir tous les articles de la rubrique ► (</economie/actualites-informations-videos-economie.php>)

Economie : les derniers articles



Le Maroc bloque l'ouverture du premier magasin Ikea
(<http://www.leparisien.fr/international/le-maroc-bloque-l-ouverture-du-premier-magasin-ikea-29-09-2015-5138579.php>)

Affaire Tapie-Crédit Lyonnais : arrêt de la cour d'appel le 3 décembre



Sarkozy : «Donner à chacun le droit de sortir des 35 heures»

(<http://www.leparisien.fr/economie/sarkozy-donner-a-chacun-le-droit-de-sortir-des-35-heures-29-09-2015-5138735.php>)

(<http://www.leparisien.fr/faits-divers/affaire-tapie-credit-lyonnais-retour-a-la-case-depart-29-09-2015-5137057.php>)

Prêts toxiques : une filiale de BNP Paribas mise en examen

(<http://www.leparisien.fr/economie/prets-toxiques-une-filiale-de-bnp-paribas-mise-en-examen-29-09-2015-5138437.php>)

Marchés publics : on «facilite la vie des élus malhonnêtes»

(<http://www.leparisien.fr/espace-premium/actu/marches-publics-une-mesure-qui-va-faciliter-la-vie-des-elus-malhonnetes-29-09-2015-5138633.php>)

VIDEOS. Vente annulée des Mistral : perte de 200 à 250 millions pour l'Etat

(<http://www.leparisien.fr/economie/videos-vente-annulee-des-mistral-perte-de-200-a-250-millions-pour-l-etat-29-09-2015-5138285.php>)